



MÉMOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE DANS LA RUSSIE ACTUELLE

Tatiana KASTOUÉVA-JEAN, Olga KONKKA,

Nikolaï KOPOSOV, Emilia KOUSTOVA,

Denis VOLKOV, Tatiana ZHURZHENKO

Juin 2020

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Note réalisée avec le soutien du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

ISBN : 979-10-373-0192-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Couverture : © Irina Skobeleva/Shutterstock

Comment citer cette publication :

Tatiana Kastouéva-Jean (dir.), « Mémoire de la Seconde Guerre mondiale dans la Russie actuelle », *Russie.Nei.Reports*, n° 31, Ifri, juin 2020.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15–FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00–Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Résumé

Sous les présidences de Vladimir Poutine, la mémoire historique est devenue un outil essentiel de légitimation politique. Non seulement le président russe s'y intéresse de près, mais il est même l'un des principaux auteurs du récit historique officiel. Ses autres contributeurs sont pour l'essentiel des hommes politiques de premier plan dont plusieurs *siloviki*, issus des structures des forces de l'État russe. L'Église orthodoxe russe participe aussi activement à cette entreprise historiographique. La recherche menée par des historiens n'est pas pour autant interdite ou systématiquement entravée ; cependant, les autorités cherchent à encadrer le discours historique dominant, avec un double objectif : d'une part, consolider l'identité et l'unité nationales, ébranlées par la chute de l'Union soviétique et les années de transition, en stimulant le patriotisme et en promouvant une vision positive du passé ; d'autre part, renforcer la loyauté de la société envers l'État. En outre, depuis 2014, le discours sur la mémoire historique est ajusté au contexte de confrontation avec l'Occident et l'Ukraine post-Maïdan. Pris en étau entre les pressions internationales et le besoin de renforcer une légitimité qui s'effrite, entre la crise économique et la gestion de la pandémie du COVID-19, le Kremlin n'a pas fini de recourir à l'instrumentalisation de cette mémoire.

Auteurs

Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du Centre Russie/NEI de l'Ifri, Paris.

Olga Konkka, chercheur associé au Centre d'études des mondes modernes et contemporains (CEMMC), chargée de cours en langue et civilisation russes à l'université Bordeaux Montaigne et à Sciences Po Bordeaux.

Nikolai Kopusov, professeur invité à l'université Emory, Atlanta.

Emilia Koustova, maître de conférences en civilisation russe et directrice du Département d'études slaves à l'université de Strasbourg.

Denis Volkov, directeur adjoint du Centre Levada, Moscou.

Tatiana Zhurzhenko, professeur de politique internationale invitée au Département de science politique de l'université de Vienne.

Sommaire

INTRODUCTION : « L'HISTOIRE AU PRÉSENT : LA FONCTION POLITIQUE DE LA MÉMOIRE HISTORIQUE DANS LA RUSSIE ACTUELLE »	9
Tatiana Kastouéva-Jean	
LA GRANDE GUERRE PATRIOTIQUE, AU CŒUR DU NARRATIF IDENTITAIRE RUSSE	15
« Pourquoi la guerre est-elle devenue le pilier central de la mémoire historique en Russie » ?	15
Emilia Koustova	
« Le système éducatif russe, rouage du récit de la "Grande Guerre patriotique" »	18
Olga Konkka	
L'INSTRUMENTALISATION POLITIQUE DE LA MÉMOIRE HISTORIQUE DE LA GUERRE	23
« Sanctifier la mémoire officielle. Lois mémorielles et Commission contre la falsification de l'histoire »	23
Nikolaï Kopusov	
« L'utilisation de la mémoire de la guerre dans le conflit russo-ukrainien »	26
Tatiana Zhurzhenko	
« Quel impact de cette "propagande" de la guerre sur l'opinion publique ? »	30
Denis Volkov	

L'histoire au présent : la fonction politique de la mémoire historique dans la Russie actuelle

Tatiana Kastouéva-Jean, Centre Russie/NEI, Ifri

Le printemps 2020 devait offrir deux moments forts à Vladimir Poutine. Le 22 avril, un vote populaire était censé couronner la procédure de révision constitutionnelle, lancée à la mi-janvier, et permettre ainsi au président russe de rester au pouvoir jusqu'en 2036. Le 9 mai, la célébration de la journée de la Victoire dans la Seconde Guerre mondiale, en présence des dirigeants occidentaux (dont le président français Emmanuel Macron), devait – en dépit du maintien des sanctions – clore symboliquement le cycle d'isolement de Moscou qui avait commencé en 2014. Le calendrier a cependant été bousculé par la crise du COVID-19 : après une longue hésitation, le Kremlin a annoncé le report des deux événements. En dépit de l'épidémie qui n'est pas encore terminée en Russie, la parade militaire est prévue le 24 juin (déclaré jour férié), date correspondant au premier défilé militaire sur la place Rouge consacré à la Victoire qui a eu lieu en 1945.

Sous les présidences de Vladimir Poutine, la mémoire historique est devenue un enjeu politique de premier plan : elle serait même, selon le Kremlin, « la principale ressource de la puissance de la Russie et de son avenir¹ ». Non seulement le président Poutine s'y intéresse de près, mais il est même le premier « narrateur » de la version « officielle » de l'histoire de la Russie. Ses récentes interventions, qui justifient le Pacte germano-soviétique de 1939, dit Pacte Molotov-Ribbentrop, ont suscité un tollé en Occident. Les autres « contributeurs » au récit historique sont pour l'essentiel des hommes politiques de premier plan (comme Vladimir Medinski, ancien ministre de la Culture et président de la Société russe de l'histoire militaire). Plusieurs sont des *siloviki*, issus des structures

1. Rencontre avec les membres de Congrès de la Société de l'histoire militaire russe à Novo-Ogarevo, 14 mars 2013, disponible sur : www.kremlin.ru.

des forces (comme le ministre de la Défense Sergueï Choïgou, le secrétaire du Conseil de sécurité Nikolaï Patrouchev ou le directeur du Service de contrespionnage extérieur Sergueï Narychkine). L'Église orthodoxe russe y apporte aussi une contribution active, avant tout par la voix du Patriarche Cyrille. Selon le politologue Gleb Pavlovski, « après la mort des idéologies traditionnelles, la politique de la mémoire est devenue un élément essentiel de la politique et de l'idéologie² » en Russie. La recherche menée par des historiens est loin d'être systématiquement interdite ou entravée ; cependant, les autorités cherchent à encadrer le discours dominant, dans un double objectif politique.

D'une part, il s'agit de consolider l'identité et l'unité nationales, ébranlées par la chute de l'URSS et les années de transition, en alimentant le patriotisme et en promouvant une vision positive du passé du pays. La volonté de créer un récit historique unifié apparaît très clairement. En 2013, Vladimir Poutine avait même mis en garde contre les menaces que feraient peser les divergences historiques sur l'unité nationale : « nous avons besoin d'une version canonique de notre histoire³ ». Le narratif historique officiel offre une ligne cohérente, lisse, où les ruptures sont atténuées. Il gomme les clivages entre les Rouges et les Blancs, les victimes et les bourreaux, les régions, les groupes ethniques dans un ensemble qui évite de désigner les responsables et met l'accent sur les moments glorieux, positifs et unificateurs. C'est ainsi que des éléments qui en toute logique devraient s'exclure coexistent en Russie. En témoigne le voisinage dans les paysages urbains et ruraux russes des églises restaurées ou construites avec des monuments à Lénine, pour qui la religion était l'« opium du peuple ». L'exemple le plus récent est la construction en cours de la cathédrale des forces armées russes dans le parc « Patriote⁴ » à l'occasion du 75^e anniversaire de la Victoire, qui devait être décorée, entre autres, d'une effigie de Staline, pourtant responsable de l'exécution de dizaines de milliers de prêtres⁵. Le rapport à l'histoire est ambigu. Mémorial, ONG russe de défense des droits de l'homme et de la mémoire des victimes des répressions de l'époque soviétique, a reçu l'humiliant statut d'« agent de l'étranger » en 2016, ce qui ne l'a pas empêchée de publier la même année les noms de presque 42 000 responsables jusqu'alors anonymes de la « grande terreur » stalinienne entre 1936 et 1938. La réhabilitation

2. Entretien avec l'auteur, avril 2019, Paris.

3. Congrès du Front populaire pan-russe, 29 mars 2013, disponible sur : www.kremlin.ru.

4. Il s'agit d'un Parc à thème installé par le ministère de la Défense dans la région de Moscou (Koubinka), ouvert en 2016, qui présente des expositions interactives, notamment pour les jeunes, avec du matériel militaire.

5. Compte tenu du débat critique déclenché dans la société au sujet de cette cathédrale, la mosaïque – posée – serait d'ores et déjà retirée, ainsi que celle qui représentait Vladimir Poutine à côté d'autres responsables politiques et militaires russes.

rampante de Staline, dont la perception positive croît avec le temps chez les Russes⁶, n'a pas empêché Vladimir Poutine d'inaugurer le Mur du Chagrin en 2017 pour honorer la mémoire des victimes des répressions. Le président semble aussi sensible à la question de la mémoire de la Shoah : c'est avec son soutien personnel que le Musée juif a ouvert à Moscou en 2012. Cette ambiguïté permet d'honorer les victimes sans accuser les responsables et d'élaborer ainsi une sorte de consensus dans lequel les libéraux, les nationalistes, les conservateurs, les étatistes peuvent trouver leur compte. Le Kremlin joue ainsi le grand conciliateur et bâtisseur du patriotisme, nouvelle « idée nationale unificatrice » selon le président.

D'autre part, il s'agit de renforcer la loyauté du peuple envers l'État. Les épisodes de l'histoire russe où le peuple a défié les autorités ou renversé le pouvoir en place restent désormais dans l'ombre. On l'a vu avec la discrète célébration (en 2017) du centenaire de la révolution d'Octobre 1917, qui était pourtant le mythe fondateur de l'URSS, ou du 150^e anniversaire de la naissance de Lénine (22 avril 2020), dont le corps est pourtant toujours exposé dans un mausolée sur la place Rouge. Les révolutions populaires n'ont pas bonne presse dans la Russie de Poutine. L'étude des manuels scolaires des années 1990 et ceux d'aujourd'hui montre comment a évolué la présentation du rapport entre l'État et la population, de l'opposition à la fusion. L'État russe (qu'il s'agisse de l'Empire russe, de l'Union soviétique ou de la Russie), présenté comme puissant, juste, efficace et influent à l'international, est désormais placé au centre du récit historique⁷. Les dirigeants russes actuels tirent leur légitimité de cet héritage historique dont ils se prévalent.

La Seconde Guerre mondiale, que les Russes appellent « Grande guerre patriotique », expression forgée pendant la période soviétique, est placée au cœur du récit national. Elle répond mieux que tout autre sujet historique aux objectifs politiques recherchés (voir la contribution d'Emilia Koustova). Cet événement, qui concerne tous les Russes, suscite par ses horreurs incontestables et l'ampleur de la tragédie beaucoup d'émotion et une adhésion inconditionnelle de la population (contribution de Denis Volkov). Il est aujourd'hui la pièce maîtresse de la construction identitaire russe, une « agrafe spirituelle⁸ » pour unir la nation et mettre en valeur ses

6. Sondage du Centre Levada, 16 avril 2019, disponible sur : www.levada.ru.

7. O. Konkka, contribution à la conférence de l'Académie russe de l'économie nationale et du service public auprès du Président de la Fédération de Russie (Ranepa), 31 octobre-2 novembre 2016, Moscou.

8. Cette expression, utilisée pour la première fois par le président Poutine dans son discours devant l'Assemblée fédérale en décembre 2012, est devenue très populaire après l'annexion de la Crimée en 2014, pour désigner les valeurs qui unissent la nation russe.

dirigeants. L'expert du Centre Carnegie de Moscou Andrei Kolesnikov ne mâche pas ses mots : la mémoire de la guerre est avant tout un instrument pour la mobilisation politique de la population et la préservation de la cote de popularité du président⁹. La Victoire est mise en avant, alors que beaucoup d'autres aspects de la guerre sont passés sous silence (quotidien des soldats, vie dans les territoires occupés, remise en question des décisions du gouvernement soviétique à l'époque, répressions, etc.). Cette version glorieuse, qui doit servir d'exemple de sacrifice et préparer à réitérer l'exploit de la Victoire si nécessaire, se décline dans les programmes scolaires et dans les activités extrascolaires pour les enfants dès le plus jeune âge (contribution d'Olga Konkka).

La mémoire de la guerre est désormais sacralisée, elle ne peut plus être questionnée, mise en doute ou « salie ». La Russie rejette en bloc toute référence à l'occupation des pays de l'Europe centrale et orientale, aux violences faites aux populations de ces pays et aux erreurs du commandement de l'époque. En 2014, une vague d'indignation a ainsi été suscitée par un sondage de la chaîne d'opposition « Dojd » demandant s'il aurait fallu livrer Leningrad aux Allemands pour éviter les centaines de milliers de morts provoqués par la famine¹⁰. Les mensonges et les mythes ont en revanche toute leur place dans le narratif s'ils servent la ligne officielle. C'est ainsi que le ministre de la Culture Vladimir Medinski affirma en 2016 au sujet du mythe soviétique « des 28 de Panfilov¹¹ » : « quand bien même cette histoire aurait été inventée de toutes pièces [...] c'est une légende sacrée ; elle est intouchable ».

Les sondages révèlent la faiblesse des connaissances historiques de la population. En avril 2017, 42 % des Russes avouent ne rien connaître (ou presque) sur les répressions staliniennes ; 44 % n'en ont qu'une connaissance vague¹². L'ignorance contribue à créer un terreau favorable pour imposer un récit officiel « prêt à emporter » et réduire la conscience historique collective à des slogans simples comme « Staline a gagné la guerre » ou « Staline a mené la Russie de la charrue à la bombe atomique ». Dans le même temps, la société manifeste de l'intérêt pour les sujets historiques ce que semble prouver le succès du documentaire sur les

9. A. Kolesnikov, « Istorîâ pod ruž'em : nesekretnââ vojna Kremlâ » (L'histoire mobilisée : la guerre non secrète du Kremlin », 9 avril 2020, Carnegie.ru, disponible sur : <https://carnegie.ru>.

10. Ce tollé a poussé les opérateurs télévisés à cesser la diffusion de la chaîne, qui survit depuis sur internet par abonnements.

11. Il s'agit du récit de l'exploit de 28 soldats de la brigade de Panfilov en 1941, que la presse soviétique avait rapidement transformé en sacrifice mythique, déformant la réalité des faits ; la preuve de ce mensonge de la propagande de guerre a été apportée dès la période soviétique et rappelée en 2016 par le directeur des archives d'État russe Sergueï Mironenko, renvoyé de son poste à cause de son conflit public sur ce sujet avec le ministre Medinski.

12. Sondage du Centre Levada, 7 septembre 2017, disponible sur : www.levada.ru.

camps sibériens de la Kolyma réalisé par une jeune vedette de l'internet russe, Iouri Doud, qui comptabilise plus de 20 millions de visionnages depuis août 2019 sur YouTube. La création du manuel unique, proposée personnellement par Vladimir Poutine en 2013, avait été critiquée par plusieurs historiens et enseignants, et le projet a fini par échouer. Tous les ans, bougies à la main, des centaines de Moscovites se rendent, à l'initiative de l'ONG Mémorial, sur la place Loubianka, devant le siège du FSB (ex-KGB), pour lire à haute voix les noms des victimes de la « grande terreur » sous Staline. Une initiative comme « la dernière adresse » mobilise des militants qui accrochent aux murs des immeubles des plaques à la mémoire des victimes de la terreur stalinienne. Ces initiatives tolérées par les autorités vont pourtant clairement à l'encontre de l'esprit des grandes célébrations officielles. Pour Ivan Kourilla, historien et professeur à l'université européenne de Saint-Petersbourg, l'État ne serait pas ainsi le seul et unique « producteur de sens » et doit compter avec d'autres acteurs, issus de la société civile, qui a beaucoup évolué depuis l'époque soviétique¹³.

Depuis 2014, le discours sur la mémoire historique acquiert une dimension internationale plus importante et s'inscrit dans la confrontation avec l'Occident, mais aussi l'Ukraine post-Maïdan. Le narratif sur « l'arrivée des fascistes à Kiev » (contribution de Tatiana Zhurzhenko) a beaucoup façonné l'attitude des Russes. Kiev y répond en s'efforçant de se dissocier de l'histoire soviétique avec ses symboles, sa toponymie et ses monuments. De leur côté, les autorités russes accentuent le discours faisant apparaître la Russie comme une puissance fondamentalement *vertueuse* de par son combat remporté contre le fascisme, mais aussi comme une puissance *victorieuse*, habituée aux privations (sanctions), avec laquelle l'Occident doit compter. À l'époque postsoviétique, le discours sur la mémoire historique suit clairement les aléas des relations avec l'Occident. Ainsi, le projet de loi qui pénalise « la négation des faits établis par le verdict du Tribunal [de Nuremberg], [...] ainsi que la diffusion d'informations notoirement fausses au sujet des actions de l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale » a été introduit dès 2009, dans la foulée de la guerre contre la Géorgie, puis mise en sourdine lors du « reset » avec l'administration Obama, avant d'être finalement adoptée en 2014 à la faveur du conflit en Ukraine (contribution de Nikolaï Kuposov). En 2009, à l'occasion du 70^e anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale, Vladimir Poutine condamnait le Pacte Molotov-Ribbentrop avant de revenir sur ses jugements dix ans plus tard.

13. Conférence en ligne organisée par le Centre Carnegie de Moscou, « Mémoire mobilisée, l'histoire comme arme », 22 avril 2020, disponible sur : <https://carnegie.ru>.

Une reconstitution de la prise du Reichstag n'aurait certainement pas été possible si les relations avec l'Occident (dont l'Allemagne) avaient été bonnes. L'Occident offre aussi des occasions de crispation à la Russie, soit par la voix de membres individuels comme la Pologne, soit collectivement comme dans le cas de la résolution adoptée par le Parlement européen en septembre 2019 qui attribue la même responsabilité dans le déclenchement de la guerre à l'Allemagne nazie et à l'URSS. On est loin des années 2010, où, sous la présidence de Dmitri Medvedev, une commission russo-polonaise sur les questions historiques difficiles avait pu afficher des avancées. Pris en étau entre la confrontation extérieure avec l'Occident et le besoin de renforcer une légitimité qui s'effrite sous le triple coup de réformes constitutionnelles discutables, de la crise économique et de la gestion de la pandémie du COVID-19, le Kremlin n'a certes pas fini de recourir à l'instrumentalisation de la mémoire historique, comme pour plâtrer un mur qui se fissure.

La Grande Guerre patriotique, au cœur du narratif identitaire russe

Pourquoi la guerre est-elle devenue le pilier central de la mémoire historique en Russie ?

Emilia Koustova, Université de Strasbourg

La Russie a fait de la Seconde Guerre mondiale et de sa commémoration le pivot de sa mémoire collective et, plus largement, de son identité nationale. Largement promu et parfois imposé par les autorités, le culte de la Victoire de la « Grande Guerre patriotique » est largement répandu dans la population, comme le montre le succès des initiatives telles que le défilé du « Régiment immortel » (marche des citoyens avec des portraits de leurs proches ayant participé à la Seconde Guerre mondiale). La guerre occupe une place centrale dans la mémoire collective et « déteint » sur l'ensemble du XX^e siècle soviétique, voire de l'histoire de la Russie, relue à l'aune de cet événement. Depuis quelques années, sa mémoire est largement instrumentalisée dans la politique étrangère en tant que source de légitimité et justification des ambitions russes.

La « Grande Guerre patriotique », une mémoire au service du pouvoir

L'omniprésence de cette mémoire s'explique d'abord par l'immensité des bouleversements, des violences et des souffrances provoqués par le conflit. N'épargnant aucune famille, la Seconde Guerre mondiale a fait près de 27 millions de victimes¹⁴ parmi les civils et les combattants sur le territoire

14. NDLR : Ce chiffre ne cesse d'être révisé à la hausse en Russie. En 2017, au sein de la Douma, celui de 42 millions a été cité par un député, archives à l'appui. Voir P. Goutiontov, « Pobeda pred'avlâet sčet » [La victoire présente l'addition], *Novaâ Gazeta*, 21 mars 2017, disponible sur : <https://novayagazeta.ru>.

soviétique. Par-delà les territoires directement soumis aux affrontements et à l'occupation, elle a affecté l'ensemble de la population, exigeant une mobilisation extrême. Immense tragédie populaire, la guerre est devenue, dès l'époque soviétique, objet d'une « mémorialisation » sélective, frappée de nombreux tabous, et d'une glorification grandissante, qui à partir des années 1960 a abouti à la mise en place d'un véritable culte de la Victoire, nouveau mythe fondateur de la nation venu compléter, voire remplacer, celui de la révolution d'Octobre.

Partie intégrante de l'idéologie soviétique, la mémoire de la guerre n'a pas échappé aux remises en cause lors de la perestroïka. Ainsi, elle semblait perdre de sa centralité dans une nouvelle Russie résolument postsoviétique. Toutefois, au début des années 2000, Vladimir Poutine a entrepris une politique de réhabilitation partielle de l'expérience soviétique dans un nouveau discours étatiste et patriotique, voire ouvertement nationaliste. Ce passé instrumentalisé rassemble diverses références historiques s'articulant autour de l'idée d'un État fort et d'une nation glorieuse, investie d'une mission historique. Alors que les phénomènes majeurs du XX^e siècle (révolution, stalinisme, perestroïka) ne cessent de diviser, la « Grande Guerre patriotique » apparaît dès lors comme le seul élément pleinement consensuel, clé de voûte de cet édifice identitaire et mémoriel.

Les événements historiques, au moins depuis la révolution, sont relus à son aune. À ce titre, la figure de Staline est souvent réhabilitée, et l'extrême violence de ses politiques, atténuée ou justifiée par les besoins de l'industrialisation et de la mobilisation de guerre. Ainsi, la collectivisation meurtrière n'est qu'un sacrifice sur l'autel de la Victoire. Dans une Russie de plus en plus fascinée par le passé tsariste, la guerre aide par ailleurs à régler la question épineuse de la révolution, la victoire absolvant les bolcheviks de leur faute originelle, celle d'avoir détruit l'Empire.

L'année 1945 constitue ainsi un nouveau commencement, avec un territoire impérial rétabli à quelques exceptions près, ainsi qu'une puissance et une légitimité renouvelées, payées par le sang. Ayant, selon la formule consacrée, « sauvé le monde du fascisme », la nation russe a gagné plus qu'une place parmi les grandes puissances : elle s'est définitivement inscrite dans le camp des « forces du Bien ». Cette posture rend inacceptable, aux yeux des élites russes et d'une partie importante de la population, toute tentative de réévaluer son rôle durant le conflit, mais aussi toute contestation de ses politiques actuelles.

Parmi les premières conséquences de cette sacralisation de la mémoire de la guerre, les médias, la recherche universitaire et l'art ont peu d'espace pour la critique de ses représentations. À l'autocensure et aux pressions

politiques, administratives et médiatiques déjà bien présentes, s'ajoute désormais un outil judiciaire, une loi qui pénalise « la négation des faits établis par le verdict du Tribunal [de Nuremberg], [...] ainsi que la diffusion d'informations notoirement fausses au sujet des actions de l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale ». L'adoption de cette loi en mai 2014 a été favorisée par le conflit en Ukraine, qui a entraîné en Russie une forte mobilisation de la rhétorique héritée de la Seconde Guerre mondiale, incluant notamment l'usage abondant du qualificatif « fasciste ». La dimension internationale de cette mémoire se trouve au centre des préoccupations du législateur.

Une mémoire qui divise l'Europe

Qu'il s'agisse de frontières et de zones d'influence ou de responsabilités définies à Nuremberg, la défense de l'ordre mondial issu de la Seconde Guerre mondiale apparaît aujourd'hui comme une priorité pour la diplomatie du Kremlin. Celui-ci s'oppose avec virulence aux tentatives de redéfinir le rôle joué dans la guerre par l'État soviétique comme agresseur aux côtés d'Hitler en 1939 et occupant de l'Europe de l'Est à partir de 1944. Depuis les années 1990, cette représentation est dominante dans les pays postcommunistes, en particulier dans les États baltes (dans les années 2000, ces pays ont démonté des monuments aux soldats de l'Armée rouge, entraînant des tensions avec la Russie) et la Pologne. Par la suite, les initiatives destinées à institutionnaliser cette vision à l'échelle de l'Union européenne entreprises par les nouveaux États membres de l'Europe de l'Est ont donné à la bataille mémorielle une autre envergure, comme l'ont montré les débats et les déclarations qui ont accompagné l'adoption, le 19 septembre 2019, d'une résolution du Parlement européen. Celle-ci met sur le même plan l'Union soviétique et l'Allemagne nazie, deux « régimes totalitaires » responsables au même degré du déclenchement de la guerre, ainsi que « de massacres, de génocide et de déportations ». Par ailleurs, cette résolution dénonce « les efforts déployés par les dirigeants de la Russie d'aujourd'hui pour déformer les faits historiques et blanchir les crimes commis par le régime totalitaire soviétique ».

Comparaison inconcevable pour l'opinion publique russe, cette résolution a suscité de vives réactions dans le gouvernement et la presse russes, et a donné lieu à plusieurs déclarations de Vladimir Poutine. L'Union européenne est accusée à son tour de réécrire l'histoire, dont le récit dans sa version russe est réaffirmé par le biais de références et de documents historiques, issus pour beaucoup de l'époque soviétique. D'une part, le discours russe met l'accent sur les responsabilités européennes – française, britannique, ou polonaise – dans le déclenchement de la Seconde

Guerre mondiale. D'autre part, il justifie le Pacte Molotov-Ribbentrop par l'isolement de l'Union soviétique et la nécessité de gagner du temps face à l'attaque dont elle allait être la principale cible. Fait nouveau, ce discours mobilise de plus en plus souvent la mémoire de la Shoah pour rappeler le rôle de l'Armée rouge dans la libération des camps d'extermination. Enfin, Moscou cherche à discréditer certains pays d'Europe centrale et orientale, en pointant leurs complicités passées dans le génocide et leurs ambiguïtés actuelles face à cette mémoire. Ainsi, en reprenant à son compte les modèles dominants du paysage mémoriel occidental et en exploitant les failles de ses voisins est-européens, la Russie se pose en gardienne de l'histoire européenne et universelle face aux réécritures et au négationnisme.

Dans ce contexte, et alors que le refus de dirigeants occidentaux de se rendre à Moscou en 2015 avait été vécu comme un véritable affront, le 75^e anniversaire de la « Grande Victoire » (*Velikaâ Pobeda*) s'annonçait comme un enjeu majeur pour Vladimir Poutine, qui avait multiplié les efforts pour s'assurer de la présence de ses homologues étrangers. La pandémie en a décidé autrement : après une longue hésitation, le 16 avril, le président russe s'est résigné à reporter le grand défilé militaire de la place Rouge. Si sa nouvelle date, le 24 juin, a été annoncée, les questions sur l'ampleur de la célébration, la présence des dirigeants étrangers, l'évolution du contexte politique lié à la fois à la crise économique, à l'aboutissement de la réforme constitutionnelle et à l'efficacité de la gestion de la pandémie restent ouvertes à ce stade.

Le système éducatif russe, rouage du récit de la « Grande Guerre patriotique »

Olga Konkka, université Bordeaux Montaigne

La mémoire de la « Grande Guerre patriotique » constitue aujourd'hui l'un des piliers idéologiques du système éducatif russe. L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 a modifié en profondeur l'esprit et les objectifs de celui-ci. Certains éléments de l'héritage soviétique ont néanmoins été conservés, notamment la mission éducative de l'institution scolaire (au sens « élever », « inculquer les valeurs » – *vospityvat'*). Depuis deux décennies de présidences Poutine, cette mission n'a fait que se renforcer. En ce qui concerne l'histoire en tant que discipline scolaire, dans sa version

russe, elle ne favorise pas l'approche scientifique ni le développement d'une pensée critique.

Dans leur majorité, les acteurs du monde éducatif russe conçoivent l'école comme un vecteur de diffusion des valeurs patriotiques au sein de la jeunesse. Sur le terrain, on observe le maintien fréquent des pratiques et discours hérités directement de l'époque soviétique. L'éducation reflète l'état général de la mémoire historique : après 1991, la victoire de l'Union soviétique dans la Grande Guerre patriotique est restée l'un des rares événements consensuels et sources de fierté pour la population. La majorité des enseignants a donc perpétué le culte de la « Grande Victoire », tel qu'il s'est constitué durant la période soviétique.

Ainsi, tout au long des années 1990, l'école russe a poursuivi le développement, sans soutien ni encouragement de l'État, d'un discours patriotique largement centré sur la mémoire de la guerre. Dès le début des années 2000, les autorités ont manifesté leur volonté de transmettre aux jeunes générations cette mémoire, dans sa version « canonique », forgée à l'époque soviétique. L'interventionnisme de l'État dans l'enseignement scolaire s'est notamment traduit par un contrôle accru sur le contenu des manuels scolaires d'histoire. Entre 2003 et 2014, on dénombre ainsi neuf interventions de Vladimir Poutine au sujet de ces manuels.

La Grande Guerre patriotique dans l'histoire scolaire en Russie

De manière générale, les récits de la guerre véhiculés par l'enseignement scolaire partagent des caractéristiques communes, héritées de l'approche idéologisée de l'Union soviétique :

- un récit « hermétique » (distinct de l'histoire scolaire occidentale) ;
- un récit « constant » qui affiche une relative permanence (structure narrative, panthéon des héros, etc.) ;
- un récit focalisé sur les aspects « glorieux » de la guerre ;
- un récit centré sur les aspects « militaires » de la guerre.

La Grande Guerre patriotique occupe une place conséquente (et croissante) dans les manuels d'histoire : en moyenne, 18 % du volume des manuels d'histoire de la Russie au XX^e siècle lui sont consacrés. Dans certains manuels, cette proportion peut atteindre 25 %, voire 30 %. Quant au contenu, il présente davantage de continuité avec les manuels de l'époque soviétique que les autres éléments de l'histoire contemporaine russe.

L'enseignement de l'histoire ne se limite toutefois pas aux cours. De nombreux établissements possèdent leur propre musée, créé à l'initiative des enseignants. L'analyse des données concernant 5 179 musées (sur 11 000 environ) situés dans 42 différents sujets de la Fédération de Russie révèle que 73 % des musées consacrent partiellement ou entièrement leurs expositions à la Grande Guerre patriotique. Les acteurs de terrain cherchent ainsi à immortaliser la mémoire de la guerre, souvent dans sa version « soviétique ». Par exemple, les titres des expositions reprennent fréquemment les formules de l'époque.

Structures et pratiques de commémoration de la Grande Guerre patriotique

La commémoration de la Grande Guerre patriotique constitue une activité majeure pour plusieurs mouvements ou organisations liés à la jeunesse. Bien que ces structures fonctionnent formellement de manière indépendante de l'école, elles sont présentes aujourd'hui dans la majorité des établissements scolaires.

- ▀ Les « brigades de fouilles » organisent des expéditions sur les anciens champs de bataille de la Seconde Guerre mondiale. Elles agissent également en faveur de la préservation des monuments et des cimetières militaires. Elles se réunissent dans le cadre des manifestations appelées « veilles de mémoire ». En 2013, le Mouvement russe de fouilles militaires (*Poiskovoe Dviženie Rossii*) a été créé avec le soutien des ministères de la Défense et de l'Éducation. Les fouilles qui ne s'inscrivent pas dans un cadre officiel ne sont plus autorisées.
- ▀ La Russie compte plus de 2 000 clubs militaro-patriotiques et militaro-historiques, dont une partie est rattachée aux établissements scolaires.
- ▀ Younarmia (« Armée des jeunes ») est un mouvement militaire et patriotique pour les jeunes âgés de plus de 8 ans. Fondé en 2016 avec le soutien du ministère de la Défense, il recense officiellement plus de 600 000 jeunes.
- ▀ Les classes de cadets sont les classes spécialisées dans des établissements de l'enseignement secondaire général qui proposent une éducation militaire de base. La mémoire de la Grande Guerre patriotique constitue un élément important de l'enseignement des cadets.
- ▀ Les « cours de vaillance » (*uroki mužestva*), voués à sensibiliser les jeunes au devoir de défendre leur patrie, sont souvent dédiés à la

commémoration de la Grande Guerre patriotique. La fête de la Victoire (9 mai) donne également lieu à d'innombrables parades militaires, « veilles de mémoire » ou encore au défilé du « Régiment immortel ». D'autres événements axés sur la mémoire de la guerre ont lieu tout au long de l'année.

L'école est un acteur important de la transmission du récit de la Grande Guerre patriotique en Russie. Elle reproduit des pratiques commémoratives préservées par les acteurs sur le terrain, qui restent très attachés au récit « soviétique » de la guerre. Cet attachement est aujourd'hui encouragé par le pouvoir russe, qui cherche à asseoir sa légitimité sur cette mémoire mêlant héroïsme, unité et sacrifice du peuple.

L'instrumentalisation politique de la mémoire historique de la guerre

Sanctifier la mémoire officielle. Lois mémorielles et Commission contre la falsification de l'histoire

Nikolaï Kopusov, université d'Emory, Atlanta

Limites et ambiguïtés des premières lois mémorielles visant le régime communiste

L'utilisation de la loi comme instrument de la politique historique (*Geschichtspolitik*, un concept forgé en Allemagne lors de la fameuse « querelle des historiens » en 1986-1987) est aussi récente en Russie qu'en Europe occidentale. Jusqu'à la fin des années 1980, l'Union soviétique n'avait aucune loi pour protéger sa conception officielle de l'histoire, formulée dans les documents du Parti communiste. Les autorités soviétiques recouraient à d'autres moyens juridiques pour sanctionner les « déviations », notamment aux articles 70 et 190.1 du Code pénal, qui criminalisaient la propagande antisoviétique. Les premières interventions législatives dans le domaine de la mémoire historique sont apparues lors de la perestroïka. Au milieu des batailles idéologiques alors centrées sur l'interprétation du passé, les réformateurs ont cherché à donner force de loi à leur vision – très négative – de l'héritage soviétique antérieur. Les parlements soviétique et russe ont ainsi adopté, entre 1989 et 1991, plusieurs résolutions et lois qui portaient principalement sur la réhabilitation des victimes des répressions et des déportations staliniennes. Toutefois, ces textes ne réprimaient pas l'expression d'opinions alternatives.

Plus généralement, les questions mémorielles ont occupé une place centrale dans les processus de dé-communisation lancés en Europe de l'Est et en Russie au tournant des années 1990. Dans les années 1990, des

figures libérales russes organisées autour du Centre antifasciste de Moscou ont proposé au Parlement plusieurs projets inspirés par la loi Gayssot, interdisant la négation des crimes nazis et de ceux des autres régimes totalitaires. Toutefois, ces projets dirigés contre les néo-fascistes et les stalinistes russes n'avaient aucune chance d'être approuvés, car les communistes et les nationalistes contrôlaient alors le Parlement.

Les années 2000 et 2010 se sont caractérisées par l'essor du nationalisme et du populisme autoritaire dans de nombreux pays. En Europe centrale et orientale, cela s'est traduit par l'adoption de lois mémorielles très différentes des lois ouest-européennes contre la négation de la Shoah. Les textes adoptés par la Pologne (1998, 2018), la République tchèque (2000), la Hongrie (2010), la Lituanie (2010), la Lettonie (2014) et l'Ukraine (2015) visaient moins au repentir qu'à la fabrication de « romans nationaux ». Ces pays ont interdit, parfois sous peine de poursuites pénales, la négation des crimes communistes et fascistes commis contre leurs habitants. Cependant, ils pointaient uniquement la responsabilité des forces étrangères, sans mentionner l'implication d'une partie de leurs propres populations. La dé-communisation a ainsi servi de prétexte pour justifier des politiques mémorielles nationalistes.

L'instrumentalisation nationaliste de la législation mémorielle

La Russie poutinienne est l'un des exemples les plus emblématiques de cette tendance à instrumentaliser l'outil législatif pour justifier une interprétation nationaliste du passé. La politique mémorielle du Kremlin s'est centrée sur le culte de la Seconde Guerre mondiale, dans une version qui reprend les motifs principaux de la propagande stalinienne. L'unité de l'État et du peuple russe face aux ennemis extérieurs en est le thème principal. Le mythe de la « Grande Guerre patriotique » sert à éclipser la mémoire des crimes commis par l'État soviétique contre sa propre population et celles des autres anciens pays socialistes. Il permet aussi de légitimer les prétentions néoimpériales de Moscou dans son « étranger proche » en se référant aux accords de Yalta et de Potsdam. La critique de la politique étrangère de Staline (mettant en avant sa part de responsabilité dans le déclenchement de la guerre) et la comparaison entre les crimes communistes et les crimes nazis sont considérées comme inacceptables par le Kremlin. Elles sont en effet incompatibles avec le mythe de la « Grande Guerre patriotique ». Ceci explique la réaction très agressive de Moscou à l'égard de la politique mémorielle de certains pays d'Europe centrale et orientale, qui expose les crimes communistes et met en équivalence les responsabilités soviétique et allemande dans la guerre.

Le premier projet de loi mémorielle qui protège la version stalinienne et poutinienne de la Seconde Guerre mondiale et réprime ses interprétations alternatives a été présenté au Parlement russe en mai 2009, dans un contexte de dégradation des relations russo-occidentales consécutif à la guerre en Ossétie du Sud de 2008. Le président Dmitri Medvedev a fondé dans le même temps une commission destinée à lutter contre les tentatives de « falsification de l'histoire portant atteinte aux intérêts de la Russie ». Cette commission consultative, qui rassemblait 28 membres, était placée sous l'autorité du chef de l'Administration présidentielle Sergueï Narychkine. Elle ne comptait que trois historiens, ou plus exactement des représentants officiels de la profession auprès du pouvoir (deux directeurs d'instituts de l'Académie des sciences et le directeur des Archives nationales). Les hauts fonctionnaires de l'État et des services secrets y étaient majoritaires. La commission, dont la formation a provoqué une vague de protestations et des commentaires ironiques, y compris parmi les historiens, a été dissoute moins de trois ans plus tard par Dmitri Medvedev, peu avant la fin de son mandat présidentiel. Elle n'aura permis d'aboutir qu'à la publication de certains documents, issus des archives du KGB, portant sur la collaboration des gouvernements et des peuples est-européens avec les nazis.

Malgré le soutien unanime des élites dirigeantes, le projet de loi mémorielle de mai 2009 a été enterré par le Parlement russe lors de la réconciliation provisoire (*reset*) avec l'Occident qui a suivi la visite de Barack Obama à Moscou en juillet de cette même année. Ce n'est qu'en mai 2014, quelques semaines après l'annexion de la Crimée, que le gouvernement russe a fait passer une loi interdisant « la négation des faits établis par le jugement du Tribunal [de Nuremberg], ainsi que la diffusion de fausses informations concernant les actions de l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale ». La formule « diffusion de fausses informations » est empruntée au Code pénal soviétique : elle était utilisée contre les dissidents accusés de propagande antisoviétique. Cette loi atypique protège moins la mémoire des victimes du nazisme que celle du régime totalitaire stalinien. De fait, les accusations portées contre l'Union soviétique pour sa responsabilité partagée avec l'Allemagne nazie dans le déclenchement de la guerre, et pour les crimes de guerre commis par l'Armée rouge, sont les seules infractions réellement poursuivies sur la base de cette loi. Jusqu'à présent, la Russie n'a connu qu'un seul procès lié à la négation de la Shoah, malgré la récurrence des expressions négationnistes dans le pays. Mais cette tentative a échoué. Du reste, l'accusé, fortement soutenu par d'autres négationnistes, a été acquitté en septembre 2018.

L'utilisation de la mémoire de la guerre dans le conflit russo-ukrainien

Tatiana Zhurzhenko, université de Vienne

La Seconde Guerre mondiale, catalyseur de la « guerre des mémoires » entre Kiev et Moscou

L'instrumentalisation par la Russie de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale dans le conflit qui l'oppose à l'Ukraine ne date pas de 2014. Elle a commencé bien avant, lors de la Révolution orange de 2004. La mémoire soviétique de la « Grande Guerre patriotique », particulièrement idéologisée, attribuait aux nationalistes d'Ukraine occidentale, qui avaient combattu le régime stalinien, le rôle de « traîtres à la patrie soviétique ». Dès lors, Stepan Bandera, l'un des dirigeants de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), assassiné par un agent du NKVD à Munich en 1959, a été l'un des principaux antihéros de la mémoire soviétique. En revanche, dans l'Ukraine postsoviétique, la mémoire de l'UPA (dont la plupart des vétérans ont été déportés au Goulag après la guerre) a été revalorisée au point où l'organisation a fait l'objet d'un véritable culte en Ukraine occidentale. Le débat public s'est centré sur son rôle dans l'histoire ukrainienne et sur le statut à attribuer à ses vétérans, par rapport au groupe traditionnellement privilégié des vétérans de l'armée soviétique. Mais c'est surtout le thème de la participation de l'UPA aux crimes contre les populations civiles, en particulier juives et polonaises, qui s'est retrouvé au cœur du débat public et historiographique.

La version soviétique de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale est restée populaire auprès d'une partie importante de la société ukrainienne. Dans ce contexte, l'institutionnalisation d'un nouveau mythe héroïque, celui de la « lutte de libération nationale » menée par l'UPA contre le régime soviétique, a cristallisé les tensions. Certains historiens ukrainiens (V. Portnov, A. Hrynevych) ont parlé de la mémoire « divisée » de la société ukrainienne ; après la Révolution orange, la métaphore de la « guerre des mémoires » s'est imposée. Élu président en 2005, Viktor Iouchtchenko a joué un rôle moteur dans cette politique mémorielle, en démantelant les mythes soviétiques et en réhabilitant politiquement l'OUN et l'UPA. Pour mobiliser leur propre électorat, les opposants ont mobilisé le thème de l'UPA et les accusations de « fascisme » à l'encontre de Viktor Iouchtchenko et son parti Notre Ukraine [Nacha Oukraïna] qui

ont été qualifiés de « Nachisty » (un néologisme mêlant « nacha » et « fasciste ») et de « peste orange » (en référence à la « peste brune », une métaphore traditionnelle du fascisme dans la propagande soviétique).

Lorsque la Russie a rallié le mouvement anti-Iouchtchenko en Ukraine, déployé par le Parti des régions et soutenu par le Parti communiste, elle avait déjà fait l'expérience de cette « guerre mémorielle » avec les États baltes. Dès le début des années 1990, la renaissance des identités nationales dans ces pays s'est fondée sur le récit de l'occupation soviétique, de la résistance antisoviétique et de la lutte de libération nationale. En soulevant la question de la collaboration avec Hitler et de la participation des Litvaniens, des Lettons et des Estoniens à la Shoah, la Russie a remis en question la légitimité de la gouvernance postsoviétique des États baltes et de l'engagement de leurs élites en faveur des « valeurs européennes ».

En outre, le mythe de la « Grande Guerre patriotique » revêt en Russie une signification politique particulière depuis le milieu des années 2000. Il s'est imposé comme le socle du nouveau patriotisme d'État et de son idéologie de grande puissance (*derjavnost'*). Moscou a fait de la reconnaissance de la « Grande Victoire » de l'URSS sur l'Allemagne nazie un gage de loyauté politique. Dans de nombreux pays postsoviétiques, le mythe de la Grande Guerre patriotique est un facteur de consolidation des minorités russophones, tandis que la célébration du 9 mai apparaît comme un rituel où se mêlent la nostalgie de l'Union soviétique et la quête d'une identité collective. On observe dans ces pays la diffusion de symboles russes de la Seconde Guerre mondiale, comme le ruban de Saint-Georges, et de manifestations comme les cortèges du « Régiment immortel ».

Un « coup d'État fasciste » : les sources mémorielles du récit russe sur l'Euromaïdan

Depuis le début du mouvement Euromaïdan en novembre 2013, la propagande russe (et la propagande pro-russe en Ukraine) utilise la qualification de « fascisme ukrainien » pour discréditer la contestation. La radicalisation de certains manifestants et le rôle croissant des groupes d'extrême droite en janvier-février 2014 ont été utilisés par la propagande russe pour susciter la crainte d'un éventuel « coup d'État fasciste » à Kiev. Cette propagande s'est révélée particulièrement efficace en Crimée et dans l'est de l'Ukraine, dont la majorité des habitants n'ont pas soutenu l'Euromaïdan. La confusion et les peurs de cette partie de la population ont atteint leur paroxysme lorsque, fin février 2014, la violence s'est intensifiée à Kiev et que Viktor Ianoukovitch a quitté le pays. Le ruban de Saint-

Georges, symbole russe de la Victoire, est alors devenu le symbole des « anti-Maïdan », un mouvement de contre-protestation soutenu par le Parti des régions, par des organisations pro-russes et, plus tard, directement par la Russie. La presse officielle russe et le discours politique ont souligné la solidarité de la Russie avec la « lutte antifasciste » du « peuple frère » d'Ukraine.

Les médias russes ont présenté le nouveau gouvernement ukrainien, formé à Kiev après la fuite de Viktor Ianoukovitch, comme la « junte de Kiev ». La notion de « junte », que les Soviétiques associaient aux dictatures militaires d'Amérique latine, devait souligner le « caractère fasciste » du nouveau régime ukrainien établi à la suite d'un « coup d'État ». De cette façon, comme en 1941, la Russie a voulu se placer aux avant-postes de la lutte contre le fascisme et la « peste brune ». L'annexion de la Crimée et le soutien de la Russie aux républiques de Donetsk et de Louhansk ont été justifiés par le Kremlin par la protection des populations russophones contre la menace du « fascisme ukrainien ». La nostalgie soviétique, la mission antifasciste de la Russie et le nationalisme russe ont été fusionnés dans l'idéologie du « Printemps russe » [*Russkaya vesna*] et du projet de « Novorossiïa », qui devaient être mis en œuvre dans les régions du sud-est de l'Ukraine.

Dans ce contexte, le drame d'Odessa¹⁵ a contribué à l'émergence d'un nouveau mythe, celui des martyrs de la « Khatyn d'Odessa ». Khatyn, ce village biélorusse brûlé avec ses habitants par l'occupant nazi le 22 mars 1943 en représailles à une attaque des partisans, reste l'un des symboles les plus importants de la Grande Guerre patriotique. Le mythe de la « Khatyn d'Odessa » suggère que des militants pro-russes ont été délibérément massacrés par des « fascistes ukrainiens », en guise de représailles. Les événements d'Odessa et, plus encore, leur couverture dans les médias russes, ont incité de nombreuses personnes en Ukraine et en Russie à rejoindre les forces armées des républiques de Donetsk et de Louhansk.

Dans les années qui ont suivi, alors que le conflit s'est enraciné, le projet de Novorossiïa a été abandonné et la Russie s'est positionnée comme un pacificateur dans la « guerre civile » ukrainienne. Le « nationalisme radical » et le « fascisme » ukrainiens restent toutefois des éléments de langages privilégiés par les médias russes. Ils s'ajoutent à d'autres constructions narratives, comme l'idée que « les Russes et les Ukrainiens forment une seule nation » ou que « l'Ukraine est une création étatique artificielle soutenue par l'Occident ».

15. Des affrontements de rue ont conduit à une escalade de violence et ont provoqué un incendie dans la Maison des syndicats, où des participants de « l'anti-Maidan » pro-russe s'étaient réfugiés pour se protéger des manifestants « pro-Maïdan ». Plus de quarante personnes ont péri dans l'incendie.

L'Ukraine post-Maïdan entre décommunisation et nouveaux symboles mémoriels

La réponse apportée par les autorités ukrainiennes à l'instrumentalisation mémorielle de la Russie s'est traduite par une prise de distance vis-à-vis du mythe soviétique de la Seconde Guerre mondiale. L'une des quatre lois de dé-communisation, adoptées au printemps 2015, a instauré une nouvelle date commémorative, celle de la Journée de la mémoire et de la réconciliation fêtée le 8 mai, sans toutefois abolir le traditionnel jour de la Victoire, le 9 mai. De plus, un nouveau symbole officiel, le coquelicot, emblème de la mémoire et du chagrin, est proposé pour remplacer le ruban de Saint-Georges. Le législateur ukrainien entend par ces changements rapprocher l'Ukraine des traditions commémoratives occidentales. Dans le même temps, les lois sur la dé-communisation, qui ont prévu le démantèlement des statues des figures du Parti communiste et de l'État soviétique, n'ont pas été appliquées aux monuments commémoratifs de la guerre.

Entre 2015 et 2019, l'Institut ukrainien de la mémoire nationale¹⁶ s'est efforcé de construire un récit spécifique sur la Seconde Guerre mondiale, dans le but de favoriser la réconciliation nationale : les soldats de l'UPA et les combattants de l'armée soviétique font ensemble partie du panthéon national, mais Staline est considéré comme un ennemi de l'Ukraine au même titre qu'Hitler. Malgré ces tentatives de synthèse, les critiques ont accusé ses dirigeants de poursuivre la politique de glorification de Stepan Bandera et de l'UPA. Le nouveau président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'intéresse beaucoup moins aux politiques mémorielles que Petro Porochenko. Pour sa part, la nouvelle direction de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale poursuit les efforts précédents tout en essayant, semble-t-il, d'adopter une ligne plus souple.

16. Cet Institut a été créé en mai 2006 en tant qu'organe spécial pour la restauration et la préservation de la mémoire nationale du peuple ukrainien. Il a été au cœur de la préparation des lois de décommunisation de l'Ukraine après la révolution de Maïdan de 2014. Il a été souvent accusé, notamment en Russie, de défendre les positions nationalistes.

Quel impact de la « propagande » de la guerre sur l'opinion publique ?

Denis Volkov, Centre Levada¹⁷, Moscou

Le 9 mai, un événement fédérateur

Le bilan humain de la guerre a été particulièrement lourd en Union soviétique. Les estimations ne cessent d'être révisées à la hausse : selon des chiffres récents, près de 42 millions de citoyens soviétiques, militaires et civils, ont perdu la vie entre 1941 et 1945. La plupart des personnes sondées par le Centre Levada rapportent que des membres de leurs familles ont participé à la guerre (85 %) ou y ont perdu la vie (65 %).

Ceci explique la place singulière qu'occupe la Victoire dans la mémoire historique russe : selon un sondage réalisé en janvier 2017, 80 % des Russes la considèrent comme l'événement le plus important du XX^e siècle. Sa célébration mobilise les trois quarts de la population. En comparaison, la fête de l'Unité nationale (4 novembre) n'est célébrée que par un cinquième des Russes, l'anniversaire de la révolution d'Octobre – par une personne sur dix.

Le défilé militaire sur la place Rouge à Moscou est au cœur de cette commémoration : il est suivi par 65 à 67 % de Russes à la télévision. En outre, près de la moitié de la population porte pendant quelques jours en mai le ruban de Saint-Georges, dont les couleurs noir et orange rappellent celles des plus hautes distinctions militaires de l'époque de l'Empire russe et de l'Union soviétique. Le « Régiment immortel », soutenu par 75 % de l'opinion publique russe, a rassemblé en 2019 près de 10 millions de personnes à travers le pays.

Une appropriation efficace par les autorités

Le « ruban de Saint-Georges » et le « Régiment immortel » ont d'abord émergé comme des initiatives locales, « récupérées » par la suite par les autorités fédérales. La participation à ces actions prend parfois même un caractère obligatoire, bien que les volontaires soient déjà très nombreux. Les autorités envisagent ces manifestations comme un contrepoids aux actions protestataires et comme l'un des indicateurs de leur propre légitimité, et sont donc tentées de « gonfler » les chiffres. Par ailleurs, la

17. Le Centre Levada est un centre indépendant de recherches sociologiques et de sondages de l'opinion publique russe. En 2016, il s'est vu attribuer le statut d'« agent de l'étranger », contre lequel il ne cesse de protester vigoureusement.

propagande massive sur les chaînes de télévision permet de mobiliser la population.

Au cours des dernières années, à la faveur de la confrontation entre la Russie et les pays occidentaux, le Jour de la Victoire a pris une dimension plus vindicative. En témoigne la construction d'une réplique du Reichstag au printemps 2017 dans le parc à thème militaro-patriotique « Patriot », avec un « assaut » théâtralisé en présence du ministre de la Défense Sergueï Choïgou. Cependant, l'expression du sentiment de revanche est plus souvent le fruit d'initiatives privées, comme l'apparition des autocollants sur les voitures « On va sur Berlin ! » ou « 1941-1945. Nous pouvons le répéter ! ». Dans cette nouvelle « guerre » symbolique, les États-Unis se substituent à l'Allemagne en tant qu'ennemi principal.

L'appropriation du Jour de la Victoire par les autorités à des fins politiques semble efficace. Ainsi, la popularité de Vladimir Poutine et celle du parti « Russie unie » ont enregistré un pic en mai 2015. La « réintégration » de la Crimée l'année précédente, perçue par la population comme une restauration de la puissance russe, a alors conféré à la célébration du 9 mai une dimension particulière. Les tensions entre la Russie et l'Occident et le « boycott » du défilé par les dirigeants occidentaux ont alimenté l'attitude revancharde de la population.

Cette commémoration est de plus en plus déconnectée de la réalité historique. Les tentatives de mener une discussion factuelle sur la guerre se heurtent à une résistance agressive des élites politiques. Le différend qui survint en 2016 entre l'ancien ministre de la Culture Vladimir Medinski et le chef des Archives nationales de l'État Sergueï Mironenko (limogé par la suite), au sujet de l'exploit mythique de 28 hommes de la brigade de Panfilov qui a défendu Moscou, suggère que la « pureté » symbolique de la fête importe davantage que l'interrogation des faits historiques. La vision officielle de la Seconde Guerre mondiale (de plus en plus sacralisée et mythifiée) ne peut plus être mise en doute.

Cette évolution influence les perceptions historiques. Un nombre croissant de Russes estime que les républiques baltes ont « intégré » volontairement l'Union soviétique. Ceux qui mettent en cause la responsabilité des dirigeants soviétiques dans le grand nombre de victimes de la guerre sont de moins en moins nombreux. La Victoire est aujourd'hui l'une des rares sources consensuelles de fierté populaire (une fierté qui rassemble 80 % des Russes), et cette tendance ne fait que se renforcer au fil du temps.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Reports*

- ▀ [O. Konkka, « Quand la guerre s'invite à l'école : la militarisation de l'enseignement en Russie », *Russie.Nei.Reports*, n° 30, Ifri, mai 2020.](#)
- ▀ [B. Lo, « The Return: Russia and the Security Landscape of Northeast Asia », *Russie.Nei.Reports*, n° 29, Ifri, mars 2020.](#)
- ▀ [T. Mitrova, V. Yermakov, « Russia's Energy Strategy-2035: Struggling to Remain Relevant », *Russie.Nei.Reports*, n° 28, Ifri, décembre 2019.](#)
- ▀ [B. Lo, « Greater Eurasia: The Emperor's New Clothes or an Idea whose Time Has Come? », *Russie.Nei.Reports*, n° 27, Ifri, juillet 2019.](#)
- ▀ [D. Gorenburg, P. Schwartz, « Russia's Relations with Southeast Asia », *Russie.Nei.Reports*, n° 26, Ifri, mars 2019.](#)
- ▀ [V. Inozemtsev, « Kremlin-Linked Forces in Ukraine's 2019 Elections: On the Brink of Revenge? », *Russie.Nei.Reports*, n° 25, Ifri, février 2019.](#)
- ▀ [S. Blank, Y. Kim, « Making Sense of Russia's Policy in Afghanistan », *Russie.Nei.Reports*, n° 24, Ifri, septembre 2018.](#)
- ▀ [E. Stepanova, « Russia's Afghan Policy in the Regional and Russia-West Contexts », *Russie.Nei.Reports*, n° 23, Ifri, mai 2018.](#)
- ▀ [R. Sakwa, « Russo-British Relations in the Age of Brexit », *Russie.Nei.Reports*, n° 22, Ifri, février 2018.](#)
- ▀ [A. Bros, « There Will Be Gas: Gazprom's Transport Strategy in Europe », *Russie.Nei.Reports*, n° 21, Ifri, octobre 2015.](#)

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org



Institut français
des relations
internationales